

The press review

21-30 September 2015

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS

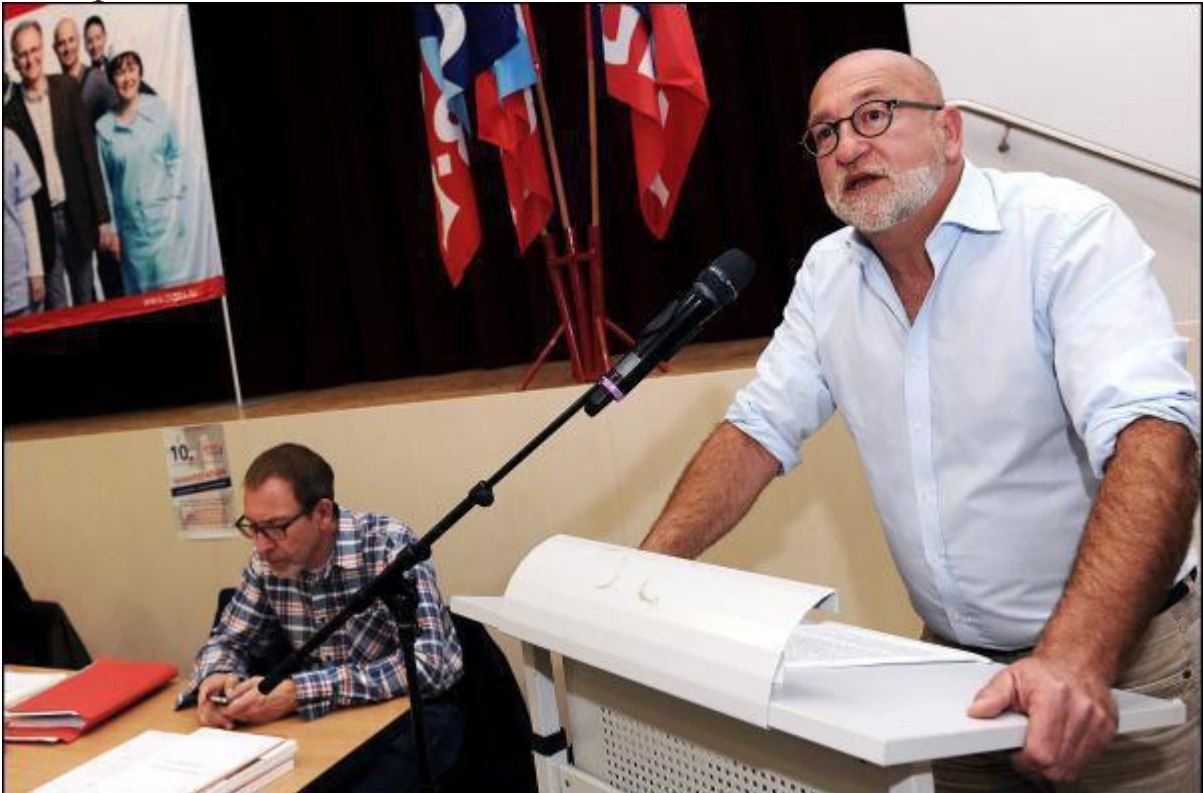


SYNDICAT AU LUXEMBOURG

22 septembre 2015 18:13; Act: 22.09.2015 19:07

L'OGBL veut un système fiscal plus juste

LUXEMBOURG - L'OGBL appelle le gouvernement à soulager les familles de la pression fiscale, tout en rendant plus responsables les entreprises.



La fiscalité est notamment au cœur des préoccupations, comme l'a souligné le président de l'OGBL André Roeltgen. (photo: Editpress/Isabella Finzi)

L'OGBL, en désaccord avec le gouvernement sur plusieurs points, a décidé d'entrer en campagne. Le syndicat professionnel voudrait que le gouvernement change de cap et n'exclut pas des actions si nécessaire. La fiscalité est notamment au cœur des

préoccupations, comme l'a souligné le président André Roeltgen ce mardi à l'occasion d'une réunion du Comité national: «Les familles payent de plus en plus d'impôts, pas les entreprises...»

Pour un meilleur équilibre, l'OGBL invite donc le gouvernement à réfléchir à une imposition supplémentaire et transparente pour les entreprises. «L'impôt de solidarité a également évolué au détriment des familles», se plaint M. Roeltgen. Là encore, développer l'échange automatique d'informations permettrait plus d'égalité. «Le fait que les multinationales ne paient pas plus d'impôts, voilà ce qui déclenche la crise économique et sociale en Europe.»

Six semaines de congés

L'OGBL estime que le pacte social au Luxembourg doit lui-aussi être plus transparent et flexible, concernant le suivi des soins et l'assurance-dépendance. Pour André Roeltgen, il ne faut pas transiger sur la qualité des soins, ni mettre en place un système de classes qui différencierait l'accès aux soins dans le pays.

L'OGBL a terminé sa réunion en évoquant les heures de travail. Là encore, des évolutions sont nécessaires pour rendre plus juste l'organisation professionnelle et familiale. Le syndicat, qui avait déjà lancé l'appel en juin avec le LCGB, exige [de nouveau le passage à six semaines de congés payés](#), une meilleure protection des salariés et une meilleure redistribution des allocations familiales.

Schneider unter Verdacht

Durch die Polizeireform geht die Bürgernähe verloren, fürchtet die CSV. Der Oppositionspartei fehlt es an Transparenz. Sie fordert eine Debatte im Parlament.



Michel Wolter hat einen Verdacht. (Bild: Faussems)

Ende Juni hatte der zuständige Minister Etienne Schneider (LSAP) die Ergebnisse des Polizei-Audits vorgestellt. Das Fazit und die Empfehlungen in dem 400-Seiten starken Papier stießen auf geteilte Kritik. Drei Monate nach der Veröffentlichung meldete sich am Donnerstag die CSV zu Wort.

"Ein Sammelsurium an Ideen und Feststellungen. Keine objektive Zielsetzung, keine Kohärenz," poltert der CSV-Politiker Michel Wolter. Ihm fehlt es in der Zusammenfassung (38 Seiten) an Transparenz. Auch sei nicht mit den Kommunen oder dem Syvicol gesprochen worden. Gerade dort Sorge die Polizei für Bürgernähe. Davon sei in dem aktuellen Audit nichts zu lesen. " Proximitéit gett de grouse Verleierer vun deser Refrom," so Wolter.

Schneider unter Verdacht

Der CSV-Politiker hat auch Zweifel an den Empfehlungen in dem Audit. Im Detail meint er die Pläne über die neue Struktur der Police Judiciaire. "Wenn man das Audit liest, muss man sich die Frage stellen wer hier die Vorschläge gemacht hat. Hier hat jemand den Kugelschreiber mit festgehalten," sagt Wolter ohne den zuständigen Minister Etienne Schneider zu nennen. Die Botschaft war aber klar.

Michel Wolter vermisst auch, dass in dem Audit keine Bilanz über die Polizeireform von 1999 gezogen wurde. Er war damals Innenminister und auch zuständig für die Polizei.

Debatte im Parlament

Die CSV will über die Reform der Polizei eine breite Debatte und will auch eine entsprechende Anfrage im Parlament stellen. Wir verschließen uns nicht der Diskussion. Hier geht es um Transparenz, heißt es am Donnerstag. In dem Audit wird unter anderem mehr Personal für den Polizeiapparat empfohlen ([▶ Link](#)). Es soll nur noch drei Polizeiregionen im Land geben. Eine neue Karrierestufe für den "mittleren Dienst" wurde vorgeschlagen. Die Kriminalpolizei will man umstrukturieren sowie die Ausbildung angehender Polizisten verbessern.

In dem Audit tauchen aber auch gravierende Schwachstellen in der Polizeistruktur auf. Diese wurden aus Sicherheitsgründen nicht veröffentlicht. Nur ein sehr kleiner Kreis an Beamten hat Zugang zu diesen Informationen.

Rapport Krecké : Juncker aurait menti

Dans Affaire "Luxleaks", Politique et société, 26/09/2015 0



Jean-Claude Juncker dispose-t-il d'une copie complète du rapport Krecké, contrairement à ce qu'il a affirmé devant les députés européens ? (photo AFP)

Le 17 septembre, Jean-Claude Juncker déclarait n'avoir jamais eu connaissance de la page sensible sur les rulings figurant dans le rapport Krecké. Or Jeannot Krecké lui-même confirme lui avoir remis une version complète du rapport. Donc l'un des deux ment.

Le journal allemand Spiegel Online [revient ce samedi sur l'affaire LuxLeaks](#) et notamment les déclarations de Jean-Claude Juncker devant la commission TAXE du parlement européen, jeudi 17 septembre. L'ex-Premier ministre du Luxembourg avait notamment affirmé [qu'il n'avait jamais eu connaissance d'une page confidentielle](#) sur les « tax rulings » annexée au rapport Krecké sur la fraude fiscale, réalisé en 1997. Pis, qu'il ne savait même pas que cette page existait, ni que deux versions du rapport cohabitaient. Que la commission parlementaire n'avait qu'à inviter Jeannot Krecké lui-même pour en savoir plus. Or, écrit le Spiegel, reprenant des informations déjà données en 2014 par Paperjam, il existait deux versions de ce rapport : l'une grand public expurgée de cette page trop sensible – et devenue introuvable-, l'autre complète et éditée en seulement trois exemplaires. Un exemplaire aurait été confié à Lucien Lux (LSAP), un autre à Jean-Claude Juncker et un troisième aurait été gardé par Jeannot Krecké lui-même. « Je peux confirmer qu'en avril 1997, j'ai transmis à Monsieur Juncker une version officielle ainsi qu'une version privée de mon rapport », confirme Jeannot Krecké au Spiegel Online. L'ancien député LSAP (qui deviendra ministre de l'Économie de Juncker en 2004) ne souhaiterait pas divulguer la page sensible. Ce serait à Jean-Claude Juncker de le faire.

Landsbanki Luxembourg sera jugée pour escroquerie

LUXEMBOURG - La filiale luxembourgeoise de la banque a été renvoyée en correctionnelle pour une escroquerie aux emprunts hypothécaires accordés en France à des épargnants.



En manque de liquidités, la Landsbanki avait proposé, via sa filiale luxembourgeoise, de 2006 à 2008, à des centaines de particuliers d'hypothéquer leur maison en contrepartie de prêts avantageux. (photo: Editpress)

Dans son ordonnance signée le 24 septembre, outre la Landsbanki Luxembourg et l'ancien président du conseil d'administration de la maison mère, Björgolfur Gudmundsson, le juge Renaud Van Ruymbeke a renvoyé en correctionnelle six cadres et dirigeants de la banque, ainsi qu'un dirigeant et un salarié d'un cabinet de gestion de patrimoine du sud-est de la France, a-t-on précisé.

En manque de liquidités, la banque islandaise Landsbanki avait proposé, via sa filiale luxembourgeoise, de 2006 à 2008, à des centaines d'épargnants fortunés, d'hypothéquer leur maison en contrepartie de prêts avantageux. Le montage

impliquait que l'emprunteur reçût une partie de la somme, tandis que la banque réinvestissait le reste sur les marchés.

Enrico Macias parmi les victimes

La valeur de ce portefeuille devait couvrir l'intégralité de l'emprunt, qui n'était remboursable qu'à son terme. Mais dans la foulée de la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en septembre 2008, plusieurs banques islandaises s'étaient effondrées, dont la Landsbanki, nationalisée en urgence, qui a entraîné sa filiale luxembourgeoise dans sa chute.

Les placements proposés par Landsbanki Luxembourg ont perdu la majeure partie de leur valeur. Et le liquidateur de la banque a exigé le remboursement de l'emprunt, faute de quoi le bien hypothéqué était sous la menace d'une saisie alors qu'un placement sans risque avait été promis. D'où les plaintes des particuliers à partir de 2009 dans la foulée d'Enrico Macias, qui avait contracté en 2007 un prêt d'une valeur de 35 millions d'euros auprès de Landsbanki, dont 26 millions étaient dans un portefeuille géré par la banque.

Des centaines d'épargnants parties civiles

Certains épargnants ont été ruinés et accusent la banque d'avoir sciemment proposé le montage financier sans vérifier les capacités de remboursement. Plus de 110 épargnants, pour la plupart fortunés, sont parties civiles. «Beaucoup sont menacés par la saisie de leur résidence principale», relève le juge van Ruymbeke dans son ordonnance.

Au terme de son instruction, le magistrat estime que le consentement des clients de la Landsbanki Luxembourg, a été «vicié par des informations mensongères quant à la solvabilité et aux modes de gestion de la banque». Ils auraient été trompés par l'assurance que les remboursements seraient couverts par les revenus des produits financiers souscrits. La Landsbanki Luxembourg «ne développait ses activités que grâce à la trésorerie apportée par sa société mère qui l'a entraînée dans sa chute».

Bras de fer entre le Luxembourg et la France

Le juge van Ruymbeke a dénoncé «un édifice qui reposait sur de la cavalerie» dont «le premier bénéficiaire» était à ses yeux M. Gudmundsson, qui présida un temps le club anglais de West Ham et fut classé avant sa faillite par le magazine *Forbes* au 1 014^e rang de son classement des fortunes mondiales.

Le magistrat relève un «manque de sérieux dans le développement à haut risque de la banque, organisé et planifié de façon inconsidérée dans l'intérêt exclusif de ses actionnaires et dirigeants». L'affaire avait donné lieu à un bras de fer entre les justices française et luxembourgeoise. Cette dernière s'était en effet opposée à ce que

la Landsbanki Luxembourg verse les 50 millions d'euros de la caution ordonnée dans le cadre de son contrôle judiciaire.

«La banque a refusé depuis le départ toute négociation, toute discussion. Nous avons essayé d'expliquer que leur comportement était anormal. Leur renvoi en correctionnelle n'est que la conséquence de leur entêtement», a réagi Edouard de Lamaze, avocat de parties civiles, dont Enrico Macias.

(L'essentiel/AFP)

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS

<http://abcnews.go.com/>

Romanian Prime Minister's Corruption Trial Begins

BY ALISON MUTLER, ASSOCIATED PRESS
BUCHAREST, Romania — Sep 21, 2015, 11:12 AM ET

The Romanian prime minister's corruption trial began on Monday as the opposition prepared a no-confidence vote that will be held next week.

The High Court for Cassation and Justice opened the case by discussing the legality of the indictment. Prime Minister Victor Ponta wasn't required to attend the session and didn't appear. The next hearing will be on Oct. 23.

Prosecutors first named Ponta a suspect on June 5 and he was indicted in July on charges, including tax evasion, money laundering, conflict of interest and making false statements while he was working as a lawyer in 2007 and 2008. At the time, Ponta was a lawmaker.

Ponta, who turned 43 on Sunday, is the first sitting prime minister to be indicted and have his assets seized. He denies wrongdoing and has refused to resign.

"It's important that we have stability," Ponta told reporters on Monday, explaining why he didn't want to step down. "We must continue the government."

The ruling Social [Democratic Party](#) met to discuss the developments and party chairman Liviu Dragnea said the party will continue to support Ponta, who has been premier since May 2012.

The opposition Liberal Party filed a motion of no-confidence against Ponta's government and a vote will be held on Sept. 29.

Ponta ally Dan Sova, who is on trial in the same case on charges of forging receipts, tax evasion and money laundering, appeared in court on Monday.

Prosecutors say Ponta forged expense claims worth at least 181,000 lei (\$47,000) from Sova's law firm. They say he pretended to work as a lawyer to justify getting money from the law firm. The funds were used to pay for two luxury apartments and the use of an SUV.

After Ponta became prime minister, he appointed Sova as a minister three times, which prosecutors say constituted a conflict of interest.

<http://www.theguardian.com/international>

[Lobbying](#)

Lobbying register covers fewer than one in 20 lobbyists – report

Transparency International calls for register to include in-house lobbyists and for an independent body to enforce compliance

David Pegg

Monday 21 September 2015 19.22 BST

Last modified on Monday 21 September 2015 19.58 BST

Fewer than one in 20 lobbyists are covered by the government's new lobbying register, according to a report warning that the public are being left in the dark about those trying to influence UK policy.

The anti-corruption NGO Transparency International says that although it identified 2,735 lobbyists who met MPs in a single three-month period, only 96 professional lobbying firms are listed on the government's register of consultant lobbyists.

Between April and June 2014, HSBC, BT, Barclays, BAE Systems, BP, Shell, AstraZeneca and Rolls-Royce individually met government ministers between 12 and 22 times, according to the report.

“The UK's current lobbyist register and records of lobbying meetings provide us with very little useful information with which to hold lobbyists to account,” the Accountable Influence report states. “Lobbying scandals happen in the UK at an alarming rate, and appear to keep on happening unabated.”

The report found lobbying was overwhelmingly dominated by corporate interests – eight out of 10 of the private organisations that most frequently met MPs were FTSE 100 companies. And there was little to prevent “revolving door” appointments, whereby public officials are hired by private companies eager to take advantage of knowledge obtained inside government.

The report comes five years after David Cameron predicted lobbying was [the next big scandal](#) waiting to happen after the MPs' expenses furore.

The [register of consultant lobbyists](#) was launched this year following the passage into law in 2014 of the lobbying bill, derided as the “gagging bill” by critics who [feared it would stifle](#) the ability of charities and voluntary groups to criticise government policy.

Under the regulations, anyone lobbying on behalf of a third party has to sign up to the public register if they discuss policy, legislation or government contracts with a minister or the permanent secretary of a government department.

However, in-house lobbyists are not required to register, and besides a list of present and past clients the register provides little or no detail on the frequency or content of communications with government, the subject or value of any lobbying contract, or whether an organisation has hired a former employee of the department the lobbyist is attempting to influence.

Information on meetings with ministers or senior civil servants is published independently of the register by individual government departments. However, Transparency International found these publications suffer from severe delays, with the most recent publication referring to meetings that happened more than a year ago. The report found “hardly any” of them provided more than superficial detail on the content of the meetings.

Tamasin Cave, director of the website [Spinwatch](#) and author of a book on the relationship between lobbyists, government and media in the UK, said the findings did not surprise her and called for the register to be scrapped, describing it as “a genuine fake register”.

“When the government said lobbying is the next big scandal, fast-forward from then and you’ve had numerous scandals involving politicians and lobbyists,” she said.

Cave said critics of the bill had warned at the time that the definition of lobbyist was so constrained as to render the register ineffective. “The scope of the register was so narrow, it was seen to be doing something while actually doing nothing,” she said.

More than 4,000 people are [estimated](#) to be working as professional lobbyists in the UK, and it is believed that £2bn a year is spent on lobbying.

The Transparency International report recommends the register be expanded to include in-house lobbyists and calls for the empowerment of an independent body to enforce compliance with the rules on the conduct of public officials.

“It is time for policymakers to strengthen accountability over lobbying, as a matter of priority, to help rebuild trust in public institutions, the process of government and the fairness of policymaking,” the report concludes.



<http://www.reuters.com/>

Sports | Fri Sep 25, 2015 4:45pm EDT

Related: [SPORTS](#)

Swiss target world soccer chief Blatter in criminal probe

ZURICH | BY [BRIAN HOMEWOOD](#) AND [MARK HOSENBALL](#)

Swiss prosecutors have opened a criminal investigation into Sepp Blatter, the head of world soccer body FIFA, on suspicion of criminal mismanagement and misappropriation of funds, the Swiss attorney general's office said on Friday.

It said Blatter was interrogated after a meeting of FIFA's executive committee in Zurich, and authorities carried out a search at the organization's headquarters on Friday.

"The office of the FIFA President has been searched and data seized," the office of the attorney general (OAG) said.

It was the first time that authorities investigating corruption in the world's most popular sport had pointed the finger directly at Blatter, the 79-year-old Swiss who has run its powerful governing body for the past 17 years.

He has denied wrongdoing and his U.S. attorney said he was cooperating with the Swiss probe.

A source close to FIFA said that as Blatter has not been arrested, charged or indicted, it would probably be for him to decide whether he stays in his post until February, when he is due to step down.

However, the source said: "It is over for him now, it is finished."

The news of the investigation broke shortly after FIFA had abruptly canceled a Blatter press conference at 15 minutes' notice, offering no explanation.

He had been due to speak for the first time since his number two, Jerome Valcke, was suspended last week following accusations regarding ticket sales at the 2014 World Cup in Brazil. Valcke denied the allegations.

In a sign of concern over the implications of the deepening investigation, Russia was quick to say that it would not affect its hosting of the 2018 World Cup, one of the biggest and most lucrative events in sport.

FIFA's awarding of the 2018 and 2022 competitions to Russia and Qatar is one of the strands under scrutiny from U.S. and Swiss authorities investigating corruption in the organization -- a worry for tournament sponsors such as McDonald's Corp, Coca-Cola and Visa.

The scandal exploded in May, when 14 soccer officials and sports marketing executives were indicted. Seven were arrested by Swiss police in a dawn raid on a five-star Zurich hotel.

PLATINI TESTIFIES

The Swiss OAG said Blatter had been questioned by its representatives, and that Michel Platini, the former French midfield soccer star who runs European soccer body UEFA, had also been asked to give information.

Platini is favorite to win the election to replace Blatter when he steps down in February. Blatter once described their relationship as "like father and son", but it broke down irretrievably earlier this year when Platini urged him to quit.

A Swiss law enforcement source said that Platini had provided Swiss prosecutors with evidence against Blatter and was not regarded as a target of investigators at this point.

Swiss investigators have been putting together their case against Blatter for some time, a law enforcement official said.

The official said Blatter is not in custody and is free to travel, though he has largely avoided leaving Switzerland since May.

According to the Swiss criminal code, Blatter could, if convicted, face a custodial sentence of up to five years depending on the circumstances of the offence.

The OAG statement said he was suspected of a "disloyal payment" of 2 million Swiss francs (\$2.05 million) to Platini at the expense of FIFA, allegedly made for work performed between January 1999 and June 2002.

The payment was executed in February 2011, the OAG said. It did not say why the payment was "disloyal" or what became of the money.

Platini said in a statement: "Regarding the payment that was made to me, I wish to state that this amount relates to work which I carried out under a contract with FIFA and I was pleased to have been able to clarify all matters relating to this with the authorities."

CARIBBEAN CONTRACT

The OAG said it also suspected Blatter of signing a contract in 2005 with the Caribbean Football Union (CFU), then headed by Trinidadian soccer baron Jack Warner, that was unfavorable for FIFA and had "violated his fiduciary duties", or duties of trust.

Richard Cullen, a U.S. lawyer for Blatter, said: "Mr. Blatter is cooperating and we are confident that when the Swiss authorities have a chance to review the documents and the evidence they will see that the contract was properly prepared and negotiated by the appropriate staff members of FIFA who were routinely responsible for such contracts, and certainly no mismanagement occurred."

According to a FIFA document seen by Reuters, the 2005 agreement required that FIFA be paid both up-front "rights fees" and a 50 percent share of revenue from "broadcast sponsorship and commercial airtime opportunities".

But according to the document -- a July 2011 letter signed by FIFA's now suspended secretary general Valcke -- Warner's CFU did not make any of the payments that were due.

FIFA said in a statement on Friday that it had been cooperating with the Swiss authorities since May and had complied with all requests for documents, data and other information. "We will continue this level of cooperation throughout the investigation," it said.

A spokeswoman for U.S. prosecutors declined to comment. The FBI said it did not comment on other agencies' investigations.

Damian Collins, a British member of parliament and co-founder of campaign group NewFIFANow, said the opening of the criminal probe against Blatter and the questioning of Platini showed the need to overhaul soccer's governing body under an independent interim administration.

"The house of FIFA is tumbling down," he said.

Blatter has survived a series of scandals during his term in office, including widespread accusations that Qatar bought the right to stage the 2022 World Cup. Qatar has always denied any wrongdoing.

Despite widespread calls for Blatter's resignation when the U.S. indictments were issued in May, he refused to withdraw his candidacy for a fifth term at the helm of FIFA. He was duly re-elected, telling delegates: "Football needs a strong and experienced leader."

As the scandal reverberated around the world and his position became untenable, he announced only days later that he would step down, though for the time being he remains in office until the election of his successor.